

<http://ugtg.org/spip.php?article2051>



Guadeloupe : « La situation est explosive »

- Actualité -



Date de mise en ligne jeudi 21 novembre 2013

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Les syndicats guadeloupéens appellent à la grève le 5 décembre. **Élie Domota** en explique le sens face à un gouvernement qui « *fait la même politique que Sarkozy* ». Le secrétaire général de l'UGTG et le porte parole du LKP donne aussi son point de vue sur le climat politique hexagonal et les attaques racistes contre Christiane Taubira.

Entretien.

Comment va la Guadeloupe ?

Mal, très mal, la Guadeloupe va très mal. Le chômage de masse touche 34% de la population active, 60% des jeunes de moins de 25 ans sont sans emploi (la Guadeloupe est la championne d'Europe du chômage des jeunes !). Nous sommes confrontés à une cascade de « plans sociaux », ces jours-ci encore des fermetures d'entreprises sont annoncées. Pour donner une idée de ce que cela représente ici, j'ai fait le calcul : si on faisait le rapport avec la population active française, 40 personnes qui perdent leur boulot en Guadeloupe cela correspond à plus de 6000 en France !

Dans leur communiqué commun appelant à la grève du 5 décembre, les 9 organisations syndicales dénoncent « un gouvernement contre les travailleurs »...

Les Guadeloupéens ont voté majoritairement pour François Hollande mais ils réalisent que son slogan de campagne, « *Le changement c'est maintenant* », était une vaste blague ; en fait François Hollande a la même politique que celle de Sarkozy.

Il n'y a aucune mobilisation de l'État, des collectivités locales, des élus. Par contre, on les voit beaucoup aux vins d'honneur ou aux fêtes patronales. Quant au préfet, on se demande à quoi il sert. Lorsque le ministre d'Outre-mer, monsieur Victorin Lurel, vient en Guadeloupe, en octobre, il ne dit pas un mot sur la situation économique et sociale de l'île, par contre il a bien dansé et bu du punch avec ses amis. Quand monsieur Manuel Valls vient en Guadeloupe, c'est pour annoncer le renfort de deux chiens spécialistes de la recherche des armes à feu pour les brigades de police.

Justement, à l'occasion de la venue du ministre de l'Intérieur, les médias ont beaucoup parlé d'une insécurité grandissante en Guadeloupe. Est-ce vraiment le cas ?

Nous vivons une situation catastrophique dans le je-m'en-foutisme le plus total. Hier matin encore un jeune a été « exécuté », nous en sommes à 39 ou 40 morts en Guadeloupe depuis le début de l'année. Les élus ne parlent que de sécurité mais le fond du problème n'est jamais posé : mélangez un taux d'illettrisme de 20%, un taux d'échec scolaire faramineux, un chômage exorbitant, aucune perspective pour la jeunesse, avec un peu de drogue et d'alcool et vous obtenez la violence. On ne pointe jamais du doigt la cause de cette situation qui est la mise en oeuvre de politiques publiques qui mènent le pays à la ruine et ses enfants à la mort.

Quinze mois après l'élection de François Hollande, nous, organisations syndicales, nous nous devons de passer à l'action pour lutter, se battre et ne pas accepter la profitation.

Concrètement, c'est quoi la « profitation » ?

Quelques exemples :

On annonce que le CHU Guadeloupe a 40 ou 50 millions de déficit et que, pour rétablir l'équilibre budgétaire, il faut supprimer 500 postes. Silence total des élus et des autorités.

9 000 à 10 000 entreprises guadeloupéennes doivent 104 millions d'euros de charges sociales, dont 80 à 85% sont des cotisations salariales. Les patrons des mêmes entreprises sont descendus dans les rues et ont obtenu du préfet l'assurance qu'ils ne recevraient plus de courrier de relance ni n'auraient à craindre la venue des huissiers. L'État lui-même légalise la fraude patronale.

Trois gros marchés publics de construction (l'agrandissement d'un centre hospitalier, une centrale électrique et un centre gérontologique) emploient des ouvriers portugais, italiens et espagnols. Exploités, sous-payés, ils vivent et dorment dans des cabanes sur le chantier. Nous avons interpellé le préfet sur le fait que des marchés financés par des fonds publics n'aient pas, comme cela se fait couramment en France, une clause d'insertion sociale, où la collectivité oblige l'entreprise qui a obtenu le marché à embaucher des gens du terroir. Pas de réponse du préfet, sinon ces propos concernant la centrale électrique : « *On m'a dit que ce sont des Espagnols parce qu'ils sont spécialistes de ce genre de bâtiment.* » Parce qu'en Guadeloupe ... Je n'ai pas de preuve, mais je suis certain que quelqu'un quelque part touche de l'argent...

Derrière tout ça, il y a la corruption. Des élus en Guadeloupe sont payés pour fermer les yeux. La corruption domine en Guadeloupe. Comme ce dispositif d'information sur une route qui a coûté 13 millions d'euros et qui n'a d'autre utilité que de remplir les poches de certains. De l'argent qui aurait pu être investi dans le circuit d'alimentation en eau potable où 60% de la production de l'île se perdent dans des canalisations pourries. On marche sur la tête !

C'est un prétendu « bouclier qualité-prix », voulu par le ministre de l'Outre-mer et décidé dans des réunions secrètes entre les distributeurs et le préfet, qui n'aboutit à aucune baisse des prix. C'est Total qui, profitant de sa situation de monopole pour exercer un chantage à l'emploi, obtient de l'État la garantie de sa marge bénéficiaire annuelle.

Les objectifs avancés pour la grève du 5 décembre sont plus globaux si on les compare aux revendications en 146 points de la plate forme du LKP, lors de la grève générale de 2009. Comment doit-on l'interpréter ?

La grève du 5 décembre est soutenue par le LKP et la plateforme de 2009 est toujours là puisqu'au jour d'aujourd'hui aucun des engagements forts pris dans le protocole d'accord n'a été respecté. Que ce soit le préfet, que ce soit Jacques Gillot, aujourd'hui sénateur et président du conseil général, ou monsieur Victorin Lurel, aujourd'hui ministre d'Outre-mer et à l'époque président du conseil régional, aucun de ces individus n'a respecté sa signature. Depuis 2010 ces gens ne répondent à aucun de nos courriers et ne nous adressent pas la parole.

L'UGTG est régulièrement convoquée au tribunal par rapport à 2009 et avec l'arrivée de François Hollande rien n'a changé, comme du temps de Nicolas Sarkozy, c'est la même politique de répression contre ceux qui luttent.

En appelant à la grève nous voulons aussi lancer l'alerte : nous allons tout droit vers une explosion non encadrée ! 2009 était un mouvement social d'espérance et de révolte encadré par des organisations tout à fait responsables. Quand ils voient que l'État n'a jamais respecté ses engagements, tous ces jeunes dans les rues ne vont pas se laisser berner une seconde fois.

Chacun doit assumer ses responsabilités. J'ai lu hier que les préfets avaient écrit un courrier à monsieur Valls pour l'alerter sur le climat de révolte qui monte en France, je ne sais pas ce que le préfet de la Guadeloupe a dit, mais ici la situation est explosive. Les autorités feraient mieux de s'asseoir autour d'une table, plutôt que d'être là en train de se gratter le bas du ventre et d'appeler à un « sursaut républicains contre les violences ». Aujourd'hui en Guadeloupe, il y a une grande crainte d'une espèce d'anarchie, voire de guerre civile.

Nous syndicats, nous lançons une alerte ouvrière, nous disons non au mépris, non à une politique qui fait du mal aux forces vives de la Guadeloupe, qui hypothèque les chances des générations à venir.

Quel regard portez-vous sur le mouvement dit des « bonnets rouges » en Bretagne ?

On regarde avec beaucoup d'intérêt ce qui se passe en France. Il y a l'exaspération qui gagne du terrain et il y a aussi ces patrons et ces élus qui prennent la tête de manifestations où l'on détruit des portiques et où même une sous-préfecture est attaquée au tracteur... Si, nous, on faisait le dixième de ça, on serait morts ! Ici, il suffit d'une palette brûlée pour que la Guadeloupe soit « prise en otage », pour que nous soyons arrêtés, convoqués au tribunal, traités comme des « terroristes », des « bandits », des « délinquants » avec prise d'ADN... On n'a pas oublié qu'en 2009, au quatrième jour de la grève générale, la première réponse du gouvernement a été l'envoi de gendarmes.

Que pensez-vous de la place grandissante de l'extrême droite dans la politique française, avec son corollaire, le racisme, qui s'exprime de plus en plus ouvertement ?

J'essaie toujours de prendre du recul.

Quand il y a beaucoup de problèmes sociaux dans un pays, il y a toujours le risque d'une montée de l'extrême droite, avec les discours nauséabonds qui l'accompagnent, mais si on veut éviter ça, il faut apporter des réponses aux personnes en matière d'emploi, de protection sociale, de pouvoir d'achat... La balle est chez monsieur Jean-Marc Ayrault.

Mais aussi, il faut que la France regarde une bonne fois pour toute son histoire en face. La France, « patrie des droits de l'Homme », aurait apporté la « civilisation » à la terre entière, mais la vérité est tout autre, la France a aussi volé, pillé, massacré des gens aux quatre coins du monde avec le colonialisme, elle s'est enrichie grâce à l'esclavage et la traite négrière.

Je suis dans la reconnaissance et la réparation et pas dans la repentance, je suis pour que les gens aient une autre analyse de la situation. Aujourd'hui ce n'est pas le cas pour le gouvernement français pour qui la colonisation reste une bonne chose. Par exemple, le 11 novembre commémorait l'armistice de la Première guerre mondiale et il célèbre à présent tous les soldats morts pour la France, donc y compris ceux tombés lors des conquêtes coloniales.

Si la France fait un effort pour assumer son histoire, sans haine et sans violence (les gens ne sont ni responsables ni coupables), elle sera aussi capable de porter un autre regard sur le Maghreb, un autre regard sur l'Afrique noire.

Mais on en est loin comme on entend certains leaders politiques de premier plan (Hortefeux, Guéant, Sarkozy...) et autres philosophes comme Finkelkraut et autres journalistes comme Zemmour. C'est une haine de l'autre savamment entretenue. C'est le même état d'esprit qui animait les premiers colons.

La ministre de la Justice, Christiane Taubira, semble bien seule face aux violentes attaques racistes dont elle est l'objet, qu'est-ce que cela vous inspire ?

La situation où se trouve madame Taubira est inadmissible. Dès son arrivée au gouvernement, elle a été l'objet d'attaques sévères de la droite et de l'extrême droite, et je n'ai pas souvenir de positions franches pour la défendre de la part de monsieur Hollande ou de monsieur Ayrault. En fait, elle n'a jamais été soutenue par le gouvernement, sauf pour le Mariage pour tous.

Guadeloupe : « La situation est explosive »

Ces derniers mois, les attaques ont repris de plus belle, sans prise de position ferme et catégorique du gouvernement et du coup on a les « bananes », le journal « *Minute* » sur la lancée, etc. Si Christiane Taubira avait vraiment été soutenue, dès les départ, si l'État avait tapé du poing sur la table dès le début des attaques racistes contre elle (la garde des Sceaux !), on n'en serait pas arrivés à ces extrémités.

S'agissant des attaques contre madame Taubira, je crois que l'absence du gouvernement est une absence volontaire. Je me demande si le gouvernement n'a pas effectué un calcul pervers, celui de prendre le risque de laisser filer de ce côté là dans l'espoir de faire ainsi oublier la situation économique et sociale.

Propos recueillis par téléphone le 19 novembre

Par [Jean-Pierre Anselme](#)

<http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-pierre-anselme/191113/guadeloupe-la-situation-est-explosive>